



# Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest

N°276 - 12/10/2018



## ZOOM SUR...

### Zoom sur les rapports Banque mondiale : *Africa's pulse* et Indice de capital humain

- [Africa's pulse](#)

La croissance économique en Afrique subsaharienne est passée de 2,3 % en 2017 à 2,7 % en 2018 (contre une croissance démographique de la région de 2,7% en 2017).

Les révisions à la baisse des taux de croissance dans les trois plus grandes économies de la région (Afrique du Sud, Nigéria et Angola) sont à l'origine de la baisse des prévisions (0,4 pts de moins qu'en avril).

Cette faible reprise reflète :

- la hausse des prix du pétrole et l'amélioration des conditions agricoles après les périodes de sécheresse ;
- les dépenses de consommation dans un contexte d'investissements publics et de recul de l'inflation.

#### Perspectives de croissance

La croissance dans la région devrait atteindre 3,3 % en 2019 et 3,6% en 2020, reflétant la reprise de la production pétrolière au Nigéria et en Angola, favorisée par la hausse du prix du pétrole.

#### Dettes publiques

Le niveau de la dette publique reste élevé (environ 50% du PIB pour la médiane) et continue à augmenter dans certains pays. L'évolution dans la composition de la dette avec une augmentation des engagements envers des gouvernements non membres du Club de Paris et des créanciers privés renforce la vulnérabilité de la soutenabilité de la dette, face à des devises plus faibles et à des taux d'intérêt mondiaux plus élevés.

- [Indice de capital humain](#)

La Banque mondiale a créé un nouvel indicateur : l'Indice de capital humain (ICH) qui répertorie 157 pays. **L'ICH mesure le capital humain de la prochaine génération**, défini comme la quantité de capital humain qu'un enfant né aujourd'hui peut espérer atteindre à l'âge de 18 ans compte tenu des risques de mauvaise santé et de faible éducation qui prévalent actuellement dans le pays où vit cet enfant.

Il est formé de 3 composantes :

- **Survie** : mesurée par le taux de mortalité à moins de 5 ans ;
- **Scolarisation** : nombre d'années d'étude (14 maximum) ajustées à la qualité de l'apprentissage ;
- **Santé** : le taux de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans et le taux de survie des adultes.

L'indice varie entre 0 et 1. Un score de 0,7 indique que la productivité en tant que futur travailleur pour un enfant né aujourd'hui est inférieure de 30% à ce qu'elle aurait pu être avec une éducation complète et en pleine santé.

Pays	Rang	Indice de capital humain
<i>Bénin</i>	127 <sup>ème</sup>	0,41
<i>Burkina Faso</i>	144 <sup>ème</sup>	0,37
<i>Côte d'Ivoire</i>	149 <sup>ème</sup>	0,35
<i>Gambie</i>	130 <sup>ème</sup>	0,40
<i>Guinée</i>	141 <sup>ème</sup>	0,37
<i>Mali</i>	154 <sup>ème</sup>	0,32
<i>Mauritanie</i>	150 <sup>ème</sup>	0,35
<i>Niger</i>	155 <sup>ème</sup>	0,32
<i>Sénégal</i>	121 <sup>ème</sup>	0,42
<i>Togo</i>	122 <sup>ème</sup>	0,41

### CAP-VERT

---

#### **Le PIB enregistre une croissance de 5,9% au deuxième trimestre 2018**

Le PIB du Cap Vert a enregistré au 2<sup>ème</sup> trimestre 2018, une hausse de 5,9% en glissement annuel. Selon l'Institut national des statistiques (INE), cette croissance a été principalement tirée par (i) les dépenses de consommation finale des administrations publiques, qui ont connu au 2<sup>ème</sup> trimestre une hausse de 21,2% en g.a. et (ii) les exportations de biens et services (+27,7% en g.a., contre +16,7% pour les importations). Le secteur agricole et les transports sont respectivement en baisse de 13,6% et 7,5%. Les industries manufacturières enregistrent une hausse de 9,4%, comme le secteur de la construction (+8,6%) et celui du commerce (+8,0%).

### COTE D'IVOIRE

---

#### **Suspension du programme de Vérification de la conformité (VOC)**

Ce programme, qui consiste en la vérification avant embarquement des marchandises destinées au marché ivoirien, avait démarré en juillet dernier par une phase pilote sur un nombre limité de produits. Il vise à renforcer la qualité des produits consommés sur le territoire national. Quatre sociétés - Veritas (France), Cotecna Inspection (Suisse), Intertek (Royaume-Uni) et la Société Générale de Surveillance (Suisse) – ont été sélectionnées par le gouvernement ivoirien pour effectuer les vérifications. [Le gouvernement a décidé de suspendre le programme, compte tenu de délais d'attente relativement longs pour l'obtention des certificats de conformité.](#) Cette situation pénalise l'activité économique nationale et occasionne des pertes de recettes fiscales importantes pour l'Etat.

#### **Perte de 100 M EUR pour la compagnie Air Côte d'Ivoire au cours des 5 dernières années**

En cumulé, à fin 2017, la compagnie aérienne Air Côte d'Ivoire est déficitaire de près de 65 Mds de FCFA (100 M EUR) sur les 5 dernières années. Ces pertes s'expliquent par la hausse du prix du pétrole qui a presque triplé depuis début 2016. En outre, la compagnie a acquis cinq A320neo, dont deux sont arrivés en juillet et novembre 2017. Air Côte d'Ivoire souhaite rétablir son équilibre financier en 2019. La compagnie est détenue à 58% par l'État ivoirien, à 23% par le groupe privé ivoirien Goldenrod, à 11% par Air France et à 8% par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD).

### MALI

---

#### **Accroissement de 21% la production aurifère industrielle (60 tonnes annuelles)**

Selon le ministère des Mines, la production aurifère industrielle du Mali (3<sup>ème</sup> pays africain producteur d'or derrière l'Afrique du Sud et le Ghana) serait en hausse de 21%, soit une production totale de 60 tonnes en 2018. Cette évolution résulte de l'entrée en production des sites miniers (or) de Fekola (Canadien B2Gold) dans le cercle de Kéniéba (Kayes) et de Komana (Hummingbird Ressources) dans la région de Sikasso. En juillet, les compagnies minières avaient produit 34,6 tonnes contre une prévision de 33,5 tonnes.

### NIGER

---

#### **Overland Airways lance ses activités à Niamey**

La compagnie nigériane a ouvert une liaison entre Lagos au Nigéria, Cotonou au Bénin et Niamey, la capitale nigérienne. Overland Airways a débuté les lignes hors du Nigéria en août dernier. Après Cotonou et Niamey, elle envisage pour le futur d'élargir son intervention à Accra au Ghana et à N'djamena au Tchad. Lancée en 2002, la compagnie Overland Airways dispose aujourd'hui d'une flotte de huit avions et est en négociations pour l'acquisition de deux autres appareils avant la fin de l'année.

## **Construction du Centre de conférence international Mahatma Gandhi**

Le président nigérien Issoufou Mahamadou a présidé la cérémonie officielle de pose de la première pierre du Centre de conférence international Mahatma Gandhi (CCIMG) de Niamey. Ce projet est le fruit d'un financement indien, dans la perspective de la 33<sup>ème</sup> conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, prévue en juillet 2019 au Niger.

## **SENEGAL**

---

### **Adoption du projet de loi de finances initiales (LFI) 2019**

Il s'élève à 4 071,8 Mds FCFA (6 Mds EUR) contre 3 774,7 Mds (5,7 Mds EUR) en 2018, soit une augmentation de plus de 8%. La LFI est bâtie sur une prévision de croissance à 7% et un déficit budgétaire en baisse de 3,5 à 3%. Les ressources domestiques devraient connaître une hausse de 15,4% par rapport à la LFR 2018, pour s'établir à 2 765,6 Mds FCFA (4,2 Mds EUR) et les ressources externes sont programmées à 1 172 Mds FCFA (1,8 Mds EUR). Les deux principaux postes de dépenses sont (i) le service de la dette, en baisse de 2% par rapport à 2018, et (ii) la masse salariale, en progression de 8,8%. La LFI 2019 intègre la poursuite des programmes du Plan Sénégal Emergent (PSE), tels que le Programme d'urgence de développement communautaire, le Programme des bourses de sécurité familiale, la déserte ferroviaire Dakar-Aéroport, le projet de construction du stade olympique de 50 000 places.

## **ENTREPRISES & FINANCEMENTS PROJETS**

---

## **BURKINA FASO**

---

### **Le Danemark finance une partie du plan stratégique de la DGI**

L'Ambassadeur du Danemark a signé un accord de financement de 1,7 Md FCFA (2,7 M EUR) avec le Burkina Faso. Cette subvention servira au financement du plan stratégique 2017-2021 de la Direction générale des impôts (DGI) : i) mise en œuvre du cadastre fiscal, ii) développement des télé-procédures fiscales, iii) amélioration de la fiscalisation du secteur minier, iv) lutte contre la corruption et v) renforcement des capacités de pilotage et de coordination des réformes. Elle s'inscrit dans le cadre du protocole de coopération entre les deux pays pour le programme 2016-2020.

### **Inauguration de l'interconnexion électrique entre le Burkina Faso et le Ghana**

L'infrastructure comprend notamment un poste électrique, une ligne 225 kV de 188 km, l'extension de postes de connexion à Ouagadougou et l'électrification de 25 localités le long de la ligne. L'inauguration a eu lieu en présence du président du Burkina Faso et de son homologue ghanéen. Fonctionnelle depuis juin 2018, l'interconnexion entre Bolgatanga et Ouagadougou a coûté 55,6 Mds FCFA (84,7 M EUR), financée essentiellement par les partenaires techniques et financiers du Burkina (BM, AFD, UE). La Société nationale d'électricité du Burkina (SONABEL) a contribué à hauteur de 1,7 Md FCFA (2,5 M EUR).

## **COTE D'IVOIRE**

---

### **Accord avec le Programme alimentaire mondiale (PAM) pour la création d'un centre régional de lutte contre la faim**

Le gouvernement ivoirien et le PAM ont paraphé le 6 octobre dernier, un mémorandum d'entente pour la création d'un centre régional de lutte contre la faim et la malnutrition. Plateforme d'échange de solutions adaptées au contexte africain, ce centre d'excellence pour l'Afrique de l'Ouest permettra de capitaliser sur les réussites des pays de la région afin d'accroître les efforts d'élimination des deux fléaux. Cette initiative intervient dans le cadre du 2<sup>ème</sup> objectif de développement durable (ODD2) adopté par les Nations unies, visant à éradiquer la faim et la malnutrition, d'ici 2030. Pour mémoire, en Côte d'Ivoire, le taux de malnutrition aiguë a été estimé à 6%, en 2016.

## **Bitumage de l'axe Tiapoum-Allangouanou**

Les travaux de bitumage de l'axe Tiapoum-Allangouanou (Est de la Côte d'Ivoire) viennent d'être lancés. Le montant total de l'investissement est de 37 Mds FCFA (56,4 M EUR). La route longue de 33,5 km sera livrée dans 27 mois. L'entreprise ivoirienne Nicolas Srouji Etablissement Côte d'Ivoire (NSE-CI) est en charge de la construction.

## **Construction d'une centrale hydroélectrique d'une capacité de 44 MW par Eiffage**

Le groupe Eiffage sera chargé de la construction de la centrale hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty (44MW) pour le compte de la société privée Ivoire Hydro Energy. Le coût total du projet s'élève à 140 M EUR dont 110 reviennent à Eiffage. Le barrage sur le fleuve Bandama, entre Yamoussoukro et Abidjan, devrait être mis en service en 2022. La BAFD est l'institution chef de file des prêteurs avec un apport de 50 M EUR. Le groupe Eiffage avait déjà été chargé de la réfection du pont Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan.

## **GAMBIE**

---

### **L'Union européenne investit pour l'émancipation des femmes**

L'Union européenne, en partenariat avec les organisations de la société civile, a lancé à Fadema, un projet qui vise à promouvoir l'émancipation des femmes et renforcer leur participation à la croissance afin de la rendre plus inclusive et soutenable. Ce projet, d'une valeur d'1 M EUR, est prévu sur trois ans. Il sera mis en œuvre par United purpose, Action-Aid The Gambia, la Croix rouge espagnole et l'Association Mbolo.

## **GUINEE**

---

### **Inauguration des hôtels Onomo et Kaloum**

Le Président Alpha Condé a procédé, le 4 octobre dernier, à l'inauguration des hôtels Onomo (3 étoiles) et Kaloum (5 étoiles) à Conakry. L'hôtel Onomo comporte 128 chambres, 26 appartements, un jardin et une navette gratuite pour l'aéroport. Selon M. Souna Nodjitan, le directeur de l'établissement, l'investissement est estimé à 23 M EUR, entièrement supporté par le groupe éponyme détenu par Batipart, holding de la famille Ruggieri (85<sup>ème</sup> fortune de France). Quant à l'hôtel Kaloum, situé en face de la Banque centrale de Guinée, il dispose de 265 chambres, 36 appartements et 7 salles multifonctionnelles. L'investissement a coûté 100 M USD, entièrement financé par des investisseurs chinois, l'hôtel Kaloum.

## **MALI**

---

### **Adoption d'un nouveau schéma directeur d'aménagement de Bamako (et ses environs)**

La ville de Bamako et ses environs disposent, depuis 1981, d'un schéma d'aménagement et d'urbanisme, révisé en 1990 et en 1995. Sa mise en œuvre n'ayant pas permis de répondre aux objectifs de développement visés, les autorités maliennes ont décidé, en Conseil des ministres du 5 octobre dernier, d'adopter un nouveau schéma directeur d'urbanisme de la ville de Bamako et de ses environs. Ce nouvel outil de planification urbaine prendra en compte un certain nombre d'enjeux de développement, notamment l'aménagement des servitudes (berges) du fleuve Niger dans le district de Bamako ; la libération et l'aménagement des collecteurs naturels ; la délocalisation de certaines casernes des forces de défense et de sécurité ; la poursuite des programmes de réalisation des logements sociaux ; l'organisation du transport pour assurer la mobilité urbaine ou la protection de l'environnement et la gestion des déchets.

## **MAURITANIE**

---

### **Attribution de licences 4G**

Le régulateur mauritanien des télécommunications vient de lancer un appel d'offre pour l'attribution de nouvelles licences pour l'établissement et l'exploitation de réseaux et services de communications électroniques. Le nombre maximal de licences susceptibles d'être attribuées au

terme de l'appel d'offres est de quatre dont trois sont réservées aux opérateurs disposant déjà d'une licence 2G/3G en Mauritanie et une dite « globale 2G/3G/4G » destinée à un nouvel opérateur. Trois compagnies exploitent actuellement les réseaux et services de communications électroniques en Mauritanie : Mauritel, Mattel et Chinguetti. La date limite de réception des offres est fixée au plus tard le 5 décembre 2018.

### **Hapag-Lloyd renforce ses lignes de transport en direction du Sénégal et de la Mauritanie**

La compagnie allemande de transport maritime Hapag-Lloyd, associée à l'armateur turc Arkas, lance une seconde ligne régulière entre l'Europe du Nord et l'Afrique de l'Ouest, devant desservir Nouakchott et Dakar chaque semaine avec une rotation effectuée en quatre semaines. Cette nouvelle ligne, dénommée « Dakar Express », utilisera quatre porte-conteneurs de 1 700 EVP (Equivalent vingt pieds). La compagnie a également ouvert début mai un nouveau bureau d'une trentaine de salariés à Tema (Ghana) pour superviser toute l'Afrique de l'Ouest.

## **NIGER**

---

### **Dangote Cement obtient quatre permis de recherche pour le charbon**

Le Conseil des ministres a adopté la convention minière entre le Niger et la société Dangote Cement Niger, filiale nigérienne de la société appartenant au milliardaire nigérian Aliko Dangote, pour l'octroi de 4 permis de recherche de charbon et substances connexes dans les régions d'Agadez et de Tahoua. En contrepartie, Dangote Cement Niger s'engagerait à investir, dans les trois années suivant la signature de ces conventions, un montant minimum de 1,1 Md FCFA (1,7 M EUR) pour chacun des permis.

### **Zijing Heuchuang Science and Technology Development Co obtient 2 permis de recherche d'uranium**

Les deux permis, accordés à la société chinoise par le Conseil des ministres, sont situés au nord du Niger dans le département de Tchirozerine. Ils ont pour objet de mener toutes les activités nécessaires pour prouver l'existence de gisements d'uranium et de substances connexes. La société chinoise s'est engagée à investir près de 3 Mds FCFA (4,5 M EUR) dans les trois prochaines années.

### **Trois permis de recherche aurifère pour la société Aid Energy Niger**

D'après la convention, l'entreprise Aid Energy Niger - dont le siège social est à Niamey - s'est engagée à investir dans les trois prochaines années 7,5 M EUR dans la recherche aurifère : un montant de 3 M EUR dans le cadre du permis « Kossa 1 », 2,3 M EUR pour « Kossa 2 » (tous deux à Tera dans la région de Tillabéry) et enfin, 3,2 M EUR pour « Dissilak 13 » (dans le département de Bilma, région d'Agadez).

## **TOGO**

---

### **Le projet de fusion bancaire UTB-BTCI avorté**

Les deux banques publiques sous-capitalisées, UTB et BTCI, devaient être fusionnées à fin décembre 2017 sur la base des recommandations du programme FMI en cours (2017-2019), en vue d'assainir le secteur bancaire. Les deux banques ont notamment des taux de créances douteuses respectifs de l'ordre de 45% et 33%. Il s'agissait d'une fusion-absorption de la BTCI par l'UTB, dont le coût de la restructuration pour l'Etat représentait 1,5% du PIB (64 M EUR), avec la mise en place d'un nouveau plan d'affaires et d'un département dédié aux PNP, avant que la nouvelle entité ne soit vendue à un investisseur privé. Le gouvernement vient finalement de décider d'abandonner cette option, en donnant son accord pour la privatisation, sans restructuration préalable, des deux banques publiques, à l'instar des précédentes privatisations (prise de participation majoritaire du marocain ATIJARIWABA BANK dans le capital de la BIA Togo en 2013 et rachat de BTG par le panafricain ORAGROUP en 2014).

### **La holding TOGOCOM ouvre son capital aux opérateurs privés**

La holding Togocom (Togolaise des communications électroniques), créée par décret en juillet 2017 et initialement dotée d'un capital de 1 Mds FCFA (1,5 M EUR) exclusivement détenue par l'Etat togolais, est la garante et responsable de la performance des deux sociétés d'Etat exerçant dans les télécommunications : Togo Télécom (téléphonie et internet fixes) et Togo cellulaire (téléphonie

et internet mobiles). La structure est opérationnelle depuis janvier 2018, avec à sa tête Affoh ATCHA-DEDJI, également Directeur de Togo cellulaire. Par décision du Conseil des Ministres du 3 octobre dernier, le gouvernement vient d'autoriser l'ouverture du capital de la holding au secteur privé, afin d'accroître sa capacité de financement et de consolider ses activités. Aucune mention n'a été faite du plafond des prises de participations cumulées du privé, l'Etat devant théoriquement rester majoritaire.

## EVENEMENTS

---

### COTE D'IVOIRE

---

#### Formation d'HEC Paris pour des fonctionnaires ivoiriens

250 agents de différentes administrations ivoiriennes ont bénéficié d'une formation dans le cadre du « Projet Cap 2020 ». L'objectif était de renforcer les capacités managériales des dirigeants de l'administration. La formation est assurée par HEC Paris sur la base d'un contrat signé en 2017 avec l'Etat de la Côte d'Ivoire.

### MALI

---

#### Ouverture prévue au Mali d'une ambassade de République tchèque

La République tchèque ouvrira une ambassade au Mali le 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'action de la nouvelle représentation diplomatique doit contribuer au renforcement de la coopération bilatérale dans les domaines de la sécurité et de la défense (stabilisation du Sahel) et au développement économique du pays.

#### Copyright

Lettre réservée à la seule utilisation des destinataires. Les articles ne peuvent en aucun cas être reproduits ou cotés. Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Abidjan (adresser les demandes à [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur :

Service Économique Régional pour l'Afrique de l'ouest

Adresse :

17 B.P. 151 Abidjan 17

Abidjan

Côte d'Ivoire

<b>Indicateurs Pays (2017)</b>	<b>Bénin*</b>	<b>BF*</b>	<b>CV*</b>	<b>RCI**</b>	<b>Gambie*</b>	<b>Guinée**</b>	<b>GB**</b>	<b>Mali*</b>	<b>Mauritanie</b>	<b>Niger**</b>	<b>Sénégal**</b>	<b>Togo**</b>	<b>UEMOA*</b>	<b>ASS*</b>
<i>Population (M hab.)</i>	11	19	1	25	2	13	2	19	4	19	16	8	<b>110,3</b>	<b>1 033</b>
<b>Macroéconomie</b>														
<i>PIB (Mds\$)</i>	9,4	13,2	1,7	40,3	1	9,1	1,3	15	5,1	7,9	16,2	4,8	<b>114,2</b>	<b>1 529,1</b>
<i>PIB / Hab (\$)</i>	825	696	3 212	1 615	471	702	762	794	1 321	421	1 007	622	<b>1 035</b>	<b>1 480</b>
<i>Croissance PIB réel (%)</i>	5	6	4	8	3	7	5	5	3	4	7	5	<b>6,5</b>	<b>2,6</b>
<i>Inflation (%)</i>	2,0	1,5	1,0	1,0	8,3	8,5	2,8	0,2	2,5	1,0	2,1	0,8	<b>1,5</b>	<b>11</b>
<b>Finances Publiques</b>														
<i>Déficit public (%PIB)</i>	-6	-6	-4	-5	-3	-1	-2	-4	1	-8	-4	-5	<b>-5</b>	<b>-5</b>
<i>Dette publique (%PIB)</i>	53	37	129	51	113	43	43	35	92	52	61	80	<b>46</b>	<b>45</b>
<i>Pression fiscale (%PIB)</i>	14	17	20	16	15	15	9	15	19	14	21	18	<b>16</b>	-
<i>Risque Pays<sup>1</sup></i>	B	C	B	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-
<b>Echanges</b>														
<i>Balance commerciale (%PIB)</i>	-8	-2	-33	7	-27	-16	4	-5	-4	-13	-12	-21	<b>-3</b>	<b>-1</b>
<i>Exportations françaises vers<sup>2</sup></i>														
<i>(M\$)</i>	237	258	40	1 187	9	159	5	407	163	143	839	327	<b>3 404</b>	<b>13 457</b>
<i>Importations françaises depuis<sup>3</sup></i>														
<i>(M\$)</i>	5	20	0,5	871	6	146	0,3	12	48	243	83	12	<b>1247</b>	<b>9211</b>
<i>Balance courante (%PIB)</i>	-9	-7	-6	2	-9	-25	0	-7	11	-19	-5	-8	<b>-6</b>	<b>-3</b>
<b>Aspects qualitatifs</b>														
<i>IDH<sup>4</sup></i>	167	185	122	171	173	183	178	175	157	187	162	166	-	-
<i>Doing Business<sup>5</sup></i>	151	148	127	139	146	153	176	143	150	144	140	156	-	-
<i>Environnement des affaires<sup>6</sup></i>	C	C	B	C	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>1</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>2</sup> Trade Map - 2016

<sup>3</sup> Trade Map - 2016

<sup>4</sup> PNUD - mars 2017 - Classement sur 188 pays

<sup>5</sup> Banque mondiale - octobre 2017 - Classement sur 190 pays

<sup>6</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque